

Le MRP vous parle!

Nouvelle série mars 1983 N° 5

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 073-19-55

GEORGES BIDAULT, NOTRE AMI

par Alfred COSTE-FLORET



Grande est notre peine. Le président-Fondateur du MRP vient de nous quitter, rappelé à la Maison du Père.

Georges BIDAULT était prêt. Toute sa vie avait été illuminée par la lumière de l'Evangile et cet extraordinaire intuitif pressentant sa fin prochaine avait voulu recevoir l'Extrême-Onction, se confesser et communier. En le rappelant à lui sans souffrance et alors qu'il dormait le Bon Dieu lui a fait une dernière grâce car il eût été terrible pour un homme tel que lui de vivre diminué.

Comment donner en quelques mots une image exacte de celui qui fut Président du Conseil National de la Résistance, Président du Gouvernement Provisoire de la République, Président du Conseil des Ministres et qui, comme Ministre des Affaires Etrangères, fit ratifier le Plan Marshall qui permit la reconstruction de la France, négocia et signa le Pacte Atlantique qui depuis plus de trente ans nous a assuré la Paix et contribua à la construction de l'Europe ?

Je l'ai connu en 1929 où à dix-huit ans avec mon frère Paul et suivant les traces de notre Père nous adhérâmes aux

Jeunesses du Parti Démocrate Populaire dont il était l'un des dirigeants. Ensuite nos routes ont été voisines. En 1941 trois démocrates chrétiens : François de MENTHON, Pierre-Henri TEITGEN et moi - issus de Mouvement «LIBERTE» - nous fondions avec trois autres résistants : Henri FRENAY, Maurice CHEVANCEBERTIN et Claude BOURDET - venus du Mouvement «VERITE» - le Mouvement qui devait rapidement devenir le plus important dans la Résistance : «COMBAT». Georges BIDAULT était alors en captivité. Libéré, comme ancien combattant de la guerre 1914-1918, en 1942, il rejoint Clermont-Ferrand. Nous nous rencontrons, il dit un «OUI» enthousiaste à la RESISTANCE et je l'amène aussitôt au COMITE DIRECTEUR de «COMBAT» où Henri FRENAY l'accueille avec joie. Nous fîmes la Résistance ensemble, puis il fonda le MRP dont je fus un des députés et ensuite la DEMOCRATIE CHRETIENNE DE FRANCE en 1958, qui tomba en sommeil en 1962 lorsqu'il fut contraint à l'exil, mais qu'en accord avec lui nous ressuscitâmes en 1978 et dont il devint alors le Président

d'Honneur.

Il avait aussi fondé en 1954 «L'ASSOCIATION POUR LA COMMUNAUTE ATLANTIQUE» dont il fut le premier Président et ensuite l'un des Présidents d'Honneur.

Pour résumer Georges BIDAULT en une phrase je dirai qu'il est L'ALLIANCE DE LA FOI, de la VOLONTE et du COURAGE, le TOUT ETANT SERVI PAR UN IMMENSE ET INCOMPARABLE TALENT.

La FOI CHRETIENNE donna un sens à toute sa vie. Dans sa jeunesse, Vice-Président de «L'ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANCAISE» (ACJF), il découvrit cette vérité : La Démocratie ne peut vivre et prospérer que si elle est animée par les valeurs chrétiennes. C'est alors qu'il adhéra au Parti Démocrate Populaire qui, avant la guerre de 1939-1940, rassemblait les Démocrates Chrétiens.

La volonté de Georges BIDAULT était sans faille. Lorsqu'il avait fait un choix, il le soutenait jusqu'au bout - quel qu'en fut le prix - même s'il était très élevé. Lorsqu'après la mort de l'héroïque Jean MOULIN il dit OUI à ses pairs qui lui proposaient la Présidence du Conseil National de la Résistance, il savait que le prix à payer pouvait être la torture et sa vie. Il accepta. Lorsqu'il dit «NON» à la séparation de l'ALGERIE et de la FRANCE, le prix à payer fut l'EXIL, et le SACRIFICE de sa carrière. Il n'hésita pas, il accepta.

Pour soutenir ainsi une indomptable volonté, il fallait un courage hors du commun. C'est ce courage qui lui permit d'assumer des choix difficiles mais toujours clairs et sans ambiguïté et qu'il croyait les meilleurs.

Jeune éditorialiste du journal

(suite page 2)

Démocrate-Christien «L'AUBE» il dit à contre-courant d'une opinion abusée «NON» à la capitulation de Munich. Mais l'envers du NON était un OUI à un effort nécessaire de réarmement moral.

Lorsqu'il dit «NON» au Fascisme Italien, puis au Nazisme totalitaire, raciste et athée d'Adolf Hitler, l'envers du NON fut un «OUI» à l'appel du Général de Gaulle et à la Résistance.

Il dit «NON» à la politique Algérienne du Général de Gaulle lorsque celle-ci s'orientait vers la reconnaissance d'une «ALGERIE ALGERIENNE» séparée de la France. J'ai beaucoup rencontré BIDAULT au moment de son choix. Pour lui l'option n'était pas, comme à tort certains ont tenté de le faire croire, pour ou contre la République.

Le choix était entre l'affirmation d'un libéralisme sincère ou celle d'une certaine grandeur nationale. Il choisit la grandeur nationale qu'exprimait pour lui une FRANCE dont l'empire abriterait une Communauté Nationale multiraciale et multireligieuse. J'atteste que son choix ne signifiait pas un «NON» à la République issue de la Résistance à laquelle jusqu'à la fin de sa vie il est demeuré attaché.

Ces choix catégoriques et sans appel, toujours inspirés par un généreux idéal, caractérisent Georges BIDAULT, homme de fidélité, de conscience et de courage.

Un immense talent animait son action. Il avait tous les dons : Orateur incomparable, capable d'improviser sur les sujets les plus divers, écrivain remarquable dont le style faisait «mouche», ses éditoriaux de «L'AUBE» sont encore dans la mémoire des hommes de ma génération, doué enfin d'une rare intuition qui lui faisait pressentir avant les autres la solution d'un problème complexe.

Il était notre AMI car fidèle à ses idées il avait aussi la fidélité du cœur. Lorsqu'il fut atteint dans les dernières années de sa vie par la maladie et qu'il dû restreindre ses activités, il aimait nous recevoir à son domicile parisien de la rue du Colonel Moll. Toujours brillant, ses traits mordants, ses critiques incisives mais jamais méchantes, ses suggestions constructives illuminaient notre conversation. Jusqu'à la fin, il ne cessa de nous montrer le chemin de la fierté, du devoir et de l'honneur.

S'il fut un homme controversé, ses obsèques grandioses aux Invalides furent un moment émouvant ressuscitant l'unité de la Résistance. Certes la présence du cher Président du Sénat, son ami fidèle, celle du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur - représentant le Président de la République, celle du Ministre des Anciens Combattants - représentant le Gouvernement, celle de plusieurs anciens

A NOS LECTEURS

Le présent numéro de ce bulletin est adressé à 1741 destinataires.

Nous rappelons à nos lecteurs qu'ils peuvent nous indiquer les noms et adresses de personnes qui seraient intéressées par ce bulletin, même s'ils ne s'agit pas d'anciens adhérents du M.R.P.

Il faut que les principes que nous avons défendus, en politique intérieure et en politique extérieure, continuent à être connus, notamment par les jeunes.

Nous rappelons d'autre part aux destinataires que nous souhaitons qu'ils adhèrent à notre amicale et nous adressent la modique cotisation (60 francs par an) qui a été fixée. Ainsi pourrons nous développer plus largement notre action.

550 destinataires du bulletin ont déjà donné cette adhésion et nous ont adressé des cotisations en 1981 et 1982. Quelques uns ont même adressé la cotisation de 1983 avant qu'elle soit demandée.

Nous les remercions tous et rappelons que tous ceux qui rempliront le bulletin ci-joint et nous adresseront la cotisation de 1983 recevront une carte de membre de l'amicale, ainsi que le timbre correspondant à cette cotisation.

AMIS DÉCÉDÉS

- Georges BIDAULT
- Joseph BRESSON
- Roger CHAFFARD-LUCON
- Madeleine DELAHAYE
- Madame ETIE
- Maurice GIVELET
- Ventura GUIU
- Adrien HUARD
- Paul LEFAUX
- Madame François de MENTHON
- Suzanne VOTIER

Ministres, de plusieurs Ambassadeurs, d'Académiciens Français, donnèrent à la cérémonie une indéniable grandeur. Mais ce qui lui conféra un cachet tout particulier ce fut la présence massive des anciens Résistants. Ils étaient venus de tous les coins de France. Ils représentaient tous les horizons de la politique, de la droite à l'extrême gauche. Autour du Chef de la Résistance Intérieure s'était spontanément reconstituée l'UNITE D'HIER.

A Madame Georges BIDAULT son admirable épouse, qui fut sa compagne dans ses heures de gloire comme dans son exil et dans ses peines, les anciens du MRP adressent leurs condoléances émues.

Georges BIDAULT fut notre fierté. Il demeure notre exemple. Nous lui serons fidèles.

**GEORGES BIDAULT
LE M.R.P. ET LA
4ème REPUBLIQUE**

Pour être à l'heure, il faut être prêt avant l'heure. Parce qu'il a été un résistant d'avant la résistance sachant, en avançant l'interpellation de l'événement, quels étaient l'honneur et les chances du combat, Georges Bidault a pu être dans la nuit de l'occupation un résistant exemplaire. Aussi a-t-il été appelé par le suffrage de ses pairs, lorsque Jean Moulin est tombé, à la présidence de ce C.N.R. dans lequel il représentait la composante démocrate-chrétienne. Et Georges Bidault a pu, belle effraction dans l'histoire et entrée dans l'imaginaire national, apparaître aux côtés du général de Gaulle au jour de la Libération, de l'Arc de Triomphe à Notre-Dame, comme le chef de la résistance intérieure.

Georges Bidault et quelques-uns de ses plus proches compagnons étaient, par l'autorité même du service rendu à la nation relevée et à la démocratie restaurée, désignés pour jouer un rôle majeur dans une République nouvelle pure et dure, arrachée aux compromissions et aux faiblesses qui n'étaient pas sans responsabilités dans le désastre de 1940.

Le dernier sourire de cet état de grâce fut l'inoubliable matinée de juin 1950 dans laquelle Georges Bidault, chef du gouvernement, présidait aux obsèques qu'on a pu dire triomphales de Marc Sangnier. Dans une langue admirable, le disciple dit sa dette à l'égard du prophète inspiré qui avait fait rejaillir si haut les sources démocrates-chrétiennes.

Georges Bidault a été l'un des pères fondateurs de la IV^e République et du Mouvement Républicain Populaire, aucun d'entre nous ne peut lui refuser sa gratitude pour la part qu'il a eue dans l'une et l'autre entreprise. Les propagandes déplacent la vérité et nous n'appréhendons plus la IV^e République qu'à travers les slogans répandus par le néo-gaullisme. Le régime est mort pour n'avoir pas su maîtriser les problèmes de la décolonisation. Mais comment ne pas reconnaître que, aux prises avec des oppositions sans merci, les hommes de IV^e République ont reconstruit la France dévastée, ouvert les portes de la croissance et de la prospérité mis en chantier les communautés européennes et, bien avant la rencontre de Gaulle-Adenauer de 1963, rendu irréversible la réconciliation franco-allemande ? Toutes bonnes choses qui n'auraient pas été possibles sans le M.R.P.

Extraits d'un article d'Etienne Borne dans «Démocratie Moderne» du 3 février 1983.

**PUBLICATION PROCHAINE
HISTOIRE DE L'INDOCHINE**

1624-1954

par Philippe HEDUY

400 pages, un millier d'illustrations.

L'histoire exemplaire de la France en Indochine, du XVIII^e siècle à nos jours, telle qu'elle n'est plus racontée aux Français d'aujourd'hui.

L'introduction et la dernière partie de l'ouvrage ont été rédigées par Jean LETOURNEAU.

On peut souscrire à cet ouvrage à la Société de Production Littéraire - 184, rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

Inauguration de la place Hubert Monmarché



Le 15 Décembre dernier, face à la mairie du XVème arrondissement de Paris, la «Place Hubert Monmarché» a été inaugurée devant une nombreuse assistance.

En présence de Madame Hubert

Monmarché, de ses enfants et petits-enfants, de l'ensemble des élus et Officiers municipaux de l'arrondissement et de nombreuses personnalités, parmi lesquelles nous avons remarqué André Fosset, André Diligent, Jean Letourneau, Emmanuel La Gravière, Jean Hubert, Robert Bichet et beaucoup d'autres que nous ne pouvons tous citer.

M. Jacques Marette, ancien ministre, député et conseiller de Paris, au nom du Maire de la Capitale, puis notre ami Robert Lecourt, au nom de «l'Association du Souvenir» prononcèrent des allocutions.

«Hubert Monmarché, déclara M. Marette, était un juste, un homme de caractère, de coeur et de devoir, passionné du bien public. Toute sa vie personnelle, familiale ou publique fut guidée par la Foi. Il croyait en Dieu. Il croyait aussi en l'homme et aimait profondément ses frères. Il fut un grand maire du XVème. Bien que nommé par le Gouvernement dans le cadre de l'ancien statut de Paris, sous tutelle du Préfet, il avait réussi à faire ratifier à ce point son mandat par la population de Vaugirard, de Javel, de Necker et de Grenelle, que tout au long des années où nous avons collaboré, les électeurs qui me rendaient visite m'affirmaient toujours sans hésitation : «Naturellement, j'ai toujours voté pour M. Monmarché». Et c'est vrai que, s'ils ne votaient pas pour lui comme ils le croyaient de bonne foi avec un bulletin dans une urne tous les six ans, ils votaient chaque jour avec leur reconnaissance et leur coeur, ce qui est sans doute plus important».

M. Marette rappela quelques-unes des réalisations dues à l'initiative et à l'esprit d'organisation d'Hubert Monmarché. Elles figurent dans une plaquette éditée à sa mémoire.

Il appartenait à Robert Lecourt, président des Jeunesses Démocrates Populaires des années qui précédèrent la guerre de 1939-1945, de parler de l'homme que fut notre ami.

«Ce qui l'intéressait d'abord, c'était la personne, dans sa singularité plus que la

catégorie abstraite, difficile à dépouiller de ses ambiguïtés, sans laquelle l'individu n'est qu'un numéro anonyme. Son but ? Utiliser ses propres qualités d'organisateur pour réaliser tout le concret possible à sa portée. Dans ses activités officielles, ses principales initiatives ont été orientées vers les deux pôles de la vie les plus proches de la faiblesse, parfois de la détresse : les jeunes et les personnes âgées».

Et Robert Lecourt d'ajouter : « De ce besoin de solidarité, je fus plus spécialement témoin dans le Mouvement de Résistance auquel nous appartenions. C'est spontanément vers les victimes du Service du Travail Obligatoire en Allemagne — les réfractaires démunis de cartes d'alimentation — vers les aviateurs abattus par l'ennemi, vers les résistants traqués, qu'il se portait au mépris de sa propre sécurité. «Je lui dois personnellement, tint à souligner Robert Lecourt, une reconnaissance particulière pour les risques qu'il a pris pour moi lors d'une tentative d'arrestation de la Gestapo».

Notre ami retraça alors le rayonnement d'Hubert Monmarché. Il s'alimentait à un feu intérieur dont la flamme était visible par ceux qui le connaissaient bien. Mais rien de tout cela n'engendrait austérité, raideur ou même gravité, tant ses convictions s'unissaient au goût de la vie. Le regard pétillant derrière les lunettes savait exprimer l'humour avec la compréhension.

Et Robert Lecourt de conclure : «Tel est l'homme dont la Résistance a fait le Maire de cet arrondissement. Tel est celui qui, pendant trente ans, a conçu, construit, secouru. Tel est celui qui fut le camarade, le collègue, le parent, l'ami. Tel est celui qui, ayant donné le meilleur de lui-même aux hommes et aux femmes de cet arrondissement, leur a laissé le souvenir d'un réalisateur efficace, modèle de compréhension, de dévouement et de générosité».

Puis une plaque fut dévoilée par Madame Monmarché et par M. Marette. On peut y lire «Place Hubert Monmarché — Maire du 15ème arrondissement (1913-1975)».

Comme l'a fort justement déclaré M. Marette : «Nul ne pourra désormais entrer dans la mairie du XVème, où il a passé trente ans de sa vie, sans traverser la place Hubert Monmarché. Il fallait qu'il en soit ainsi».

Jean CAYEUX

LES SCULPTURES MEDIEVALES DE SAINT-MAUR DES FOSSES

La société d'histoire et d'archéologie «Les Amis de Créteil et du Vieux Saint-Maur», présidée par notre ami Bernard JAVAULT, vient de publier un ouvrage consacré à un édifice majeur du Val de Marne : l'Abbaye de Saint-Maur.

De cette abbaye méconnue, dont l'école monastique était citée après celles de Saint-Denis et de Saint-Germain des Prés, il demeure des ruines et surtout une des plus importantes collections de sculptures de l'île de France.

Cette collection n'avait pas été étudiée avant qu'une Américaine, Mme Barbara DIRLAM, s'y consacra. Elle donne aujourd'hui le fruit de ses recherches.

On peut se procurer ce remarquable ouvrage, abondamment illustré, en écrivant à M. Lucien GILLON, 19 avenue de Tunis, 94100 SAINT-MAUR et en joignant un chèque de 80 francs à l'ordre de «Les Amis de Créteil et du Vieux Saint-Maur».

LA MEDAILLE DE CARPEAUX A GABRIEL FERRIER

Avant de se retirer dans l'Isère après une carrière remplie et variée, notre ami Gabriel Ferrier, conseiller de la République (MRP) (1946-1947), conseiller général (1945-1951) et vice-président du Conseil général de la Seine, Secrétaire Général de la Fédération de la Seine du MRP (1953-1956), directeur commercial des Editions du Cerf (1945-1975), a reçu la médaille de Carpeaux des mains de M. Charles Deprez, député-maire de Courbevoie. Nos compliments cordiaux.

DIX ANS DEJA ...

(suite de la page 11)

de Paris ou en discutant avec un architecte les plans des cités d'urgence, avant même que l'appel du 1er mai 1954 soulevât en France l'inoubliable «insurrection de la bonté».

Faisant l'effet d'un feu d'artifice, étincelant d'idées, d'imagination, de projets, travailleur acharné, esprit séduisant, brillant, amateur de paradoxes, Robert Buron avait une personnalité rayonnante, gaie, qui ne laissait personne insensible. Il reste comme une figure attachante, parmi les plus dynamiques et originales de la politique française des vingt années qui suivirent la seconde guerre mondiale.

G.V.

TRIBUNE LIBRE

Dans l'un de nos précédents bulletins, nous vous avons indiqué que nous nous efforcerions de fournir à nos lecteurs « quelques munitions pour la défense de notre société libre gravement menacée ».

Tel est le but de cette tribune libre.

Vous avez déjà lu les articles de Jeanne AMBROSINI, Etienne BORNE, Alfred COSTE-FLORET et Jean-COVILLE, qui ont abordé divers problèmes d'actualité, ceux de l'école libre, de l'Europe, de l'Alliance Atlantique, des Malouines, de la Palestine, de la Tchécoslovaquie, etc ...

Aujourd'hui, Jeanne AMBROSINI nous parle de la Pologne qu'elle connaît bien.

Quant à Jean COVILLE, dans le style incisif qu'on lui connaît, il aborde plusieurs des problèmes les plus graves de notre temps et propose des solutions.

Nous souhaitons que leur exemple soit suivi par d'autres et que ce bulletin devienne le reflet des expériences multiples de nos membres.

VIVE LA POLOGNE, MONSIEUR!

A l'heure où paraîtront ces réflexions, certaines des questions qu'elles suscitent pourraient se trouver périmées, tant la situation est susceptible d'évoluer brusquement dans ce pays de 33 millions d'habitants, qui cherche désespérément à retrouver ou à conserver son identité, au milieu de quelque 300 autres millions plus ou moins hostiles ou en tous cas peu amis.

La Pologne est victime à la fois de son histoire (événementielle et religieuse), de sa situation géopolitique et du tempérament assez à part des Polonais. Depuis la Réforme, sans remonter plus avant dans le temps, l'accession de la Russie au rang de grand pays européen et le déclin déjà amorcé du Saint-Empire Romain Germanique, cette nation a été partagée, territorialement et religieusement, entre la Prusse luthérienne, la très orthodoxe Sainte-Russie et la catholique romaine Autriche. Cette dernière fut plus tolérante, politiquement et culturellement, envers les régions qui lui étaient échues lors des différents partages. Ce qui expliquerait sans doute que son mode de vie et sa croyance furent plus facilement adoptés par ce peuple slave, une fois recouvrée son existence nationale, qu'on peut réellement situer en 1918, la soi-disant tentative napoléonienne n'ayant été qu'un épisode sans lendemain.

Cet Etat nouvellement créé, dans la griserie de sa jeune indépendance, haïssait solidement ses anciens oppresseurs, ses deux voisins de l'Est et de l'Ouest. Mais le pacte germano-soviétique de 1939 sonnait le glas de cette indépendance.

On sait ce qu'il en fut de la guerre de 1939-1945, pour elle et pour l'Europe. Quoi qu'on en dise, Yalta n'a pas mis la Pologne — ni les autres démocraties populaires — sous la coupe de l'URSS et «partagé le monde». Les décisions prises ne concernaient que des aménagements territoriaux : la Pologne, en compensation des territoires cédés à l'URSS, recevait à l'Ouest certaines provinces prises sur l'Allemagne. Ce qui ne faisait qu'accentuer l'occidentalisation de ce peuple slave.

En outre, les accords de Yalta devaient

permettre à ce pays de recouvrer son régime démocratique. Des élections libres avaient été décidées. Mais les engagements soviétiques ne sont même pas chiffons de papier et les créatures de Staline s'emparèrent, sous une apparence légale et «amicale» du gouvernement de la Pologne. Un maréchal soviétique devint le chef de l'armée ! Qu'importaient les protestations occidentales ? On acceptera bien le fait accompli. On l'accepta.

Voilà donc ce vieux pays une fois de plus bouleversé dans ses structures, territoriales et politiques. Terre essentiellement agricole, il va avoir pour mission de nourrir l'URSS, avec la Bulgarie, alors que les autres «pays de l'Est», RDA comprise, fourniront au «grand frère protecteur» les produits industriels dont il a besoin. Par ailleurs, l'URSS était resté un pays continental, dépourvu d'ouvertures maritimes vers le monde occidental. La Pologne ouvre sur la Baltique des côtes que les glaces ne bloquent pas. l'URSS doit donc s'en assurer.

Coincée entre ses deux ennemis héréditaires, Allemagne et Russie, sans aucune frontière commune avec l'Europe libre de l'Occident, la Pologne est bien une nation captive.

Mais deux éléments vont lui permettre à la fois de se transformer et de conserver son identité.

Tout d'abord, elle tend à s'industrialiser : sont créés ou développés notamment le complexe de NOVA HUTA et les chantiers navals de GDANSK. Le paysan se transforme en prolétaire et bien que ne pouvant pas «s'unir à ceux de tous les pays», il découvre la possibilité de revendiquer une amélioration de son sort. Qu'on se rappelle les différentes «révolutions», de 1956, 1968, 1970, 1976 et l'explosion d'août 1980.

Par ailleurs, l'Eglise catholique romaine a toujours gardé son influence, animée par la farouche détermination de son Primat, le Cardinal WYSZYNSKI, qui a fait céder le pouvoir communiste. Cette Eglise nous a donné le Pape Jean-Paul II.

Cependant tout ce qui précède n'aurait pas été possible sans le caractère particu-

lier du peuple polonais. Comme il est proche du Français, avec ses défauts qui se transforment vite en qualités sous la pression des circonstances ! Insouciant et léger, brave jusqu'à la témérité — souvenons — nous de la Résistance polonaise, dans le pays même et les nations d'accueil et de la révolte du Ghetto de Varsovie — il sait aussi être réfléchi et tenace, solide et sérieux. La fronde de ce David, c'est également chez lui que «la flamme de la Résistance ne s'éteindra jamais».

Histoire, situation et caractère permettent de comprendre ce qui se passe actuellement à Varsovie comme à Radom, à Gdansk comme à Wrocław. Mais cela n'autorise pas à faire des pronostics sur ce qui va en advenir. On prête au nouvel occupant du Kremlin la volonté de liquider l'affaire d'Afghanistan. Aura-t-il alors les mains libres pour s'occuper de la Pologne et, éventuellement, des autres satellites où aurait été semée la graine de l'émancipation ? L'«état de guerre» sera-t-il maintenu, suspendu, levé, aménagé, modifié, aggravé ? Les internés seront-ils emprisonnés, libérés, surveillés ? Les dirigeants ont tout un arsenal de termes et de mesures pour parvenir à leurs fins.

Les modérés de «Solidarité» seront-ils submergés par les enragés ? Un syndicalisme libre sera-t-il à nouveau possible ? Quel va être le sort de Lech Walesa ? Ce pape si dérangeant finira-t-il par tomber sous les balles qui le cherchent ? peut-être certaines de ces questions auront reçu une réponse quand vous lirez cet article. Ainsi que d'autres qui ne sont pas posées.

Mais on ne doit jamais perdre de vue que l'URSS, tant qu'elle sera en position de force, ne supportera pas que le glacis militaire mis en place entre 1945 et 1948 risque de se désagréger. Et la Pologne y occupe une position clé.

De toutes façons, l'Occident doit manifester son entière solidarité avec ce peuple ami qui est venu exploiter nos mines du Nord et mourir à côté des combattants français et anglais de 1939 à 1945.

Jeanne AMBROSINI

LETTRE A MONSIEUR VALERY GISCARD D'ESTAING 25 NOV. 1982

Monsieur le Président,

Je vous prie d'excuser le retard et l'imperfection de cette réponse à votre lettre du 28 septembre et à la précédente du moi de mai.

Le sujet est si vaste qu'il faudrait s'enfermer dans une thébaïde pour le traiter correctement. Et bien que je n'aie plus les activités professionnelles, ni les responsabilités politiques d'autrefois, je ne puis m'enfermer dans quelque thébaïde. Je vais donc seulement essayer de vous soumettre quelques observations, beaucoup trop sommaires, que me suggèrent les expériences diverses d'une vie déjà longue, en ajoutant que je m'engage, si vous le souhaitez, à coopérer dans la mesure de mes moyens à des groupes de travail, si vous en avez constitués.

Je vous exprime d'abord mon plein accord avec les termes de votre lettre du 28 mai. Il est certain que les Français sont déçus et inquiets et il est non moins certain que l'opposition ne doit pas se borner à critiquer la nouvelle majorité, mais qu'elle doit faire des propositions sérieuses qui inspirent confiance.

Ayant été pendant 18 ans maire-adjoint du 6ème arrondissement de Paris et y étant encore actuellement administrateur du Bureau d'aide sociale, je crois pouvoir dire que tel est bien l'état d'esprit de beaucoup de nos concitoyens de toutes conditions sociales.

Mais, s'il est vrai qu'il faut se tourner vers l'avenir, il ne faut pas ignorer le passé, qui a été positif, surtout au plan social, tout en comportant des erreurs qui ont entraîné la défaite et qu'il ne faut donc pas renouveler.

Les motifs de l'échec, tenant à la mésentente des diverses composantes de l'ancienne majorité, étant bien connus et en grande partie surmontés, il est inutile de les analyser. Mais, pour réaliser un bloc vigoureux et offensif de tous ceux qui refusent l'actuelle majorité, quelques conditions sont nécessaires.

Il faut d'abord écarter pour une durée indéterminée toute tentative de rapprochement du Centre et des socialistes. C'est une reconversion malaisée, car cette tentative est ancienne : elle a porté quelques fruits autrefois au temps du M.R.P. puis a été renouvelée par le Centre Démocrate et plus récemment a donné naissance au Mouvement Réformateur. J'ai d'ailleurs participé à toutes ces tentatives, aux quelles le congrès d'Epinay a mis fin.

Mieux vaut regarder la vérité en face :

le parti socialiste français ne ressemble à aucun autre parti socialiste européen. Il est beaucoup plus sectaire, intolérant et proche du parti communiste dans ses analyses et dans son comportement.

Cette attitude présente d'ailleurs pour lui plus d'inconvénients que d'avantages, si l'autre camp sait en profiter, ce qui n'a pas été le cas en 1981, mais pourrait l'être dans l'avenir. Hypothèse d'autant moins absurde que l'alliance socialo-communiste n'a nullement obtenu le succès triomphal dont elle se pare. Affirmer que la France est devenue «socialiste» est une imposture quand on sait qu'aux élections législatives de juin 1981 la gauche unie n'a pas atteint 14 millions de suffrages au total, toutes tendances confondues, sur 36 millions d'électeurs, ce qui signifie que 22 millions de français n'ont pas voté de ce côté. Mais il est vrai que sur ces 22 millions, la moitié seulement a voté pour l'ancienne majorité et l'autre moitié s'est abstenue, ce qui confirme la mésentente qui existait au centre et à droite. Il est non moins certain que les mauvais reports ont été décisifs dans votre insuccès au 2ème tour de l'élection présidentielle.

Mais, s'il ne manque pas de divergences entre gaullistes et non gaullistes, il est clair que dans les graves circonstances actuelles, elles doivent être résolument écartées. J'observe dans mon arrondissement que le public saura gré aux uns et aux autres de faire taire des querelles qui lui apparaissent secondaires, même si en réalité elles ne le sont pas, notamment quand elles touchent aux problèmes extérieurs. Je reviendrai plus loin sur ce point.

L'alliance des socialistes et des communistes est une aubaine dont l'opposition doit savoir profiter. En effet dans le passé la gauche se vantait d'être le camp de la liberté, de la justice, de la lutte contre les inégalités, de la paix. Aujourd'hui l'alliance socialo-communiste disqualifie totalement la gauche pour revendiquer un tel héritage : qu'ils le veuillent ou non, les socialistes sont solidaires des résultats obtenus par les communistes à travers le monde. Puisqu'ils sont alliés et complices au Parlement et au Gouvernement, ils ne peuvent écarter ces résultats parce qu'ils leur déplaisent. Et ces résultats portent de terribles noms; ils se nomment : oppression, esclavage, négation de toutes les libertés, régression économique et sociale, impérialisme et colonialisme à outrance.

Je m'étonne que l'opposition n'ait pas encore tiré tout le profit qui est à

sa portée, en montrant avec détails à l'appui ce qu'il en est de la vie en Union Soviétique et dans les pays qu'elle a réduits à sa merci.

Le terrible récit, paru dans le Figaro des 3 et 4 novembre, des sauvetages accomplis par le navire des «Médecins du monde» dans le golfe de Thaïlande, rappelle opportunément le drame des «boat people» et les atroces conditions de vie existant au Vietnam. Encore faudrait-il ajouter que les rescapés venaient du delta du Mékong, qui était une des régions les plus fertiles du monde du temps des Français et où on meurt de faim depuis que les communistes ont pris le pouvoir. Il en est de même en Pologne et ailleurs. Ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres qui mériteraient d'être constamment rappelés.

*
* *

Mais comme il a été dit ci dessus, la critique du socialisme en France et dans le monde ne doit pas être la seule arme de l'opposition. Bien au contraire, le libéralisme au sens large, c'est à dire allié à la démocratie-chrétienne (comme c'est le cas dans beaucoup de pays voisins : Allemagne, Italie, Belgique etc ..) doit faire la reconquête idéologique du pays. Il doit montrer aux électeurs que c'est lui qui assure la justice sociale et non pas le socialisme, car il n'enseigne pas la haine et la lutte des classes : il fait confiance aux citoyens.

La reconquête idéologique doit s'accompagner de propositions concrètes, notamment pour combattre le chômage. Ce fléau est tellement grave que toutes les énergies et toutes les ressources doivent être mobilisées pour y porter remède au détriment, s'il le faut, d'autres objectifs pourtant utiles.

Sa nocivité est autant morale, qu'économique ou sociale. J'en vois constamment des exemples au Bureau d'aide sociale et, tout récemment, le fils d'un ami s'est suicidé parce qu'il se sentait inutile. Sur un plan plus général, je considère que le déclin de la fière Angleterre est dû notamment au fait que depuis plus d'un demi siècle une partie de sa population est «installée» dans le chômage et a ainsi perdu ses fibres créatrices. Il faut absolument éviter ce péril pour notre pays et pour l'Occident tout entier.

Les socialistes s'étaient vantés d'en venir à bout : ils ont complètement échoué. Pendant les 5 années du Gouvernement Barre, le chômage s'est accru de

750.000 unités, soit 150.000 en moyenne par an; en 18 mois de gouvernement socialo-communiste, il s'est accru de 450.000, c'est-à-dire 2 fois plus rapidement. C'est un bilan qui doit être présenté aux français en toute clarté.

La solution doit être recherchée dans des voies totalement différentes de celles qui ont été prises.

Vouloir dégager des emplois en ramenant le travail de chaque français à 39 heures par semaine, dans la perspective de le réduire à 35 heures, en continuant à le payer au même prix que 40 heures, est totalement aberrant, puisqu'une telle politique ne peut que décourager les entreprises d'embaucher.

Les moyens sont ailleurs. Pour simplifier je dirai que les propositions de Michel ALBERT et celles de Pascal Salin, qui semblent se contredire, sont complémentaires. La seconde a raison de dire que la vraie solution passe par la création d'entreprises nouvelles, dont nous ne pouvons même pas prévoir l'ampleur dans la période transitoire actuelle.

Mais Michel ALBERT n'a pas tort, me semble-t-il, d'estimer que dans cette phase intermédiaire un partage du travail s'impose. Et, comme il n'est pas démagogue, il ajoute que ce partage implique un partage du salaire. Ce qui peut justifier une intervention de l'Etat, sous forme de compensation partielle. C'est une solution raisonnable. Le travail à temps partiel peut être considérablement développé, non seulement pour les femmes mais aussi pour les hommes.

Et ce mode de travail peut être créateur d'emplois nouveaux, à condition que les entreprises soient encouragées à le faire, au lieu d'en être découragées, ce qui suppose un allègement très substantiel de leurs charges.

On parle aujourd'hui de transférer au Budget, c'est à dire à l'ensemble des Français, la charge des allocations familiales : c'est la solution adéquate d'un problème qui intéresse au plus haut point la collectivité nationale. Mais le même raisonnement devrait être tenu pour l'indemnisation du chômage, qui devrait être transférée à la charge du Budget, à condition d'être plafonnée à un niveau assez bas pour pouvoir être supportée sans dommages par la collectivité. Rien n'empêcherait les particuliers, de toutes catégories sociales, de contracter des assurances complémentaires en matière de chômage, analogues aux retraites complémentaires.

La création d'entreprises nouvelles et le partage du travail devront être complétés par une mobilisation de la population, à travers les associations de toutes sortes dont les Français sont membres.

Je cite à titre d'exemple que dans le 6ème arrondissement, depuis de

nombreuses années, l'Union des associations locales a ouvert dans les locaux de la Mairie un bureau de l'emploi, qui ne dépend pas de l'ANPE et qui a obtenu de meilleurs résultats car les bénévoles qui s'en occupent, très connus dans l'arrondissement, ont établi des rapports directs avec les employeurs locaux, qui leur font confiance. J'aurais d'autres observations à faire sur ce sujet, mais m'en abstiens pour ne pas allonger cette lettre.

*
* *

Les propositions ci-dessus, qui tendent à mettre à la charge de l'Etat les allocations familiales, l'indemnisation du chômage et une bonification de salaire pour le travail à temps partiel, vont évidemment accroître considérablement ses dépenses et Michel ALBERT dans son livre «Le Pari Français» prévoit d'ailleurs une augmentation de l'impôt sur le revenu pour y faire face.

Je voudrais aborder ce sujet différemment. Il est clair qu'il y aura des dépenses nouvelles à la charge de l'Etat, mais celui-ci pourra aussi s'alléger d'autres dépenses, si la volonté politique en existe.

Au début de ma carrière d'administrateur des Services Civils de l'Indochine, j'ai participé à la lutte farouche menée dans ce pays contre la crise qui s'y était abattue, comme sur le reste du monde, en 1929. L'un des principaux animateurs de cette lutte fut l'un de vos anciens de l'inspection des finances, André DIETHELM, qui y manifesta un talent et une fermeté admirables.

La méthode employée fut exactement l'inverse de celle actuellement utilisée en France : les dépenses de fonctionnement de l'administration furent considérablement réduites, y compris les salaires et traitements, au profit de l'aide à l'économie et à l'investissement productif (mon propre traitement fut abaissé). Mais cette rude médecine antikeynésienne, qui ne dura pas longtemps, fut prodigieusement efficace : l'Indochine sortit de la crise avant tous les autres pays du monde !

Si la même technique était appliquée aujourd'hui en France, il y a de bonnes raisons de penser que le résultat pourrait être analogue. Si les dépenses de fonctionnement de l'Etat, qui sont les frais généraux de «l'entreprise-France» étaient comprimées, nul doute que des crédits importants pourraient être dégagés pour les dépenses sociales mentionnées ci-dessus et les entreprises, ainsi soulagées de leurs charges écrasantes, pourraient retrouver vigueur et compétitivité.

Je mesure pleinement, Monsieur le

Président, ce que cette esquisse a d'imparfait et d'aléatoire et la difficulté considérable de réaliser sans dommages un tel transfert de charges. Mais je n'aperçois pas une autre direction pour sortir de l'impasse où nous sommes engagés, plus dangereuse que celle de 1929.

Quoi qu'il en soit de ce transfert, un alourdissement de la fiscalité ne pourra d'ailleurs être évité, mais il sera moins nocif pour l'économie que l'alourdissement des charges des entreprises.

Comment rendre cet alourdissement fiscal acceptable par les Français ? A deux conditions. D'abord il faut que les économies dans le fonctionnement de l'Etat, préconisées ci-dessus, soient visibles à tous yeux. A titre d'exemple, je citerai le cas des transports parisiens. Je suppose que les habitants de Dunkerque ou de Carpentras seraient satisfaits de ne plus continuer à payer, à travers la subvention de l'Etat, la moitié du prix du billet de métro ou d'autobus que les usagers parisiens n'acquittent pas.

On pourrait multiplier de tels exemples : je mentionnerai seulement quelques abus parmi les plus notoires. Il est inadmissible que les rapports de la Cour des Comptes soient très peu suivis d'effets et il faudrait envisager, si difficile que cela soit, de lui conférer un pouvoir d'injonction en vue d'obtenir l'exécution des mesures qu'elle préconise. Dans le même ordre d'idées, il serait très souhaitable que le Médiateur ait lui aussi un pouvoir contraignant qui s'impose à l'exécutif. Il devrait devenir — je mesure mon audace — une sorte de quatrième pouvoir : celui des citoyens contre l'Etat omnipotent. Il devrait par exemple pouvoir accélérer les paiements de l'Etat, dont la lenteur contribue à paralyser l'économie, alourdit les prix et provoque parfois la gêne des entreprises et même leur faillite : j'en connais des exemples.

En sens inverse, ayant été pendant plusieurs années chef du service financier d'un Institut de recherches, j'obtenais des rabais des fournisseurs en leur garantissant le paiement de leurs factures dans la semaine qui suivrait leur réception, disposition qui n'était possible que parce que cet Institut, bien que fonctionnant avec des fonds publics, avait une existence autonome.

La deuxième condition pouvant rendre acceptable un alourdissement de la fiscalité serait qu'il s'opère dans la clarté et qu'il soit équitable. La clarté est ce qui manque le plus au système fiscal français.

L'obscurité de l'impôt sur le revenu résulte du système d'imposition «par tranches». Une imposition sur le revenu global serait mieux comprise et donc mieux acceptée.

D'autre part, chaque Français majeur devrait payer un impôt sur le revenu, si faible soit-il, analogue à la cotisation qui doit être payée pour faire partie d'une association quelconque. Il en est ainsi dans bien d'autres pays étrangers, pourquoi pas en France ?

Seuls en seraient exemptés ceux dont les ressources sont inférieures au SMIC, par exemple les bénéficiaires de l'aide sociale.

A titre d'exemple, un petit contribuable ayant un revenu annuel total de 50.000 francs pourrait être taxé à un taux très faible de 1/2% : son impôt serait donc de 250 francs, tandis qu'un gros contribuable, ayant un revenu 20 fois supérieur, soit 1 million de francs, pourrait être taxé à 25% : son impôt serait donc de 250.000 francs.

Ainsi le second contribuable, gagnant 20 fois plus que le premier, paierait 1.000 fois plus d'impôt.

Il s'agit un exemple purement symbolique, mais qui manifeste les 2 directions dans lesquelles il faudrait s'engager : clarté d'une part, équité de l'autre.

*
* *

J'en viens à une réforme qui me semble fort utile dans la période difficile que nous traversons, à savoir le rejet de l'échelle mobile et des augmentations en pourcentage.

Ayant bénéficié d'un des traitements les plus élevés de l'Etat, j'ai préconisé dès cette époque une réforme de cette nature.

A un moment où il faut comprimer au maximum les dépenses, il est absurde d'augmenter du même pourcentage celui qui gagne 3.000 francs par mois et celui qui en gagne 30.000. C'est de plus inéquitable car, en nombres absolus, l'écart entre les deux s'accroît.

A l'heure actuelle, il est déjà difficile d'augmenter — très faiblement — les plus petits salaires, sans toucher aux autres. A plus forte raison ne peut-on aller au delà.

Je crois que le moment est venu de dire aux Français la vérité sur ce point, sans la farder aucunement.

*
* *

Un autre problème très urgent et important est celui des libertés menacées dans l'audiovisuel et dans l'enseignement. Dans les deux cas l'opposition doit se manifester avec vigueur et la défense de l'enseignement privé doit être une de ses armes principales. Les Français sont d'ailleurs très réceptifs sur ce point. Encore faut-il leur montrer toute l'importance de l'enjeu.

La mort de l'enseignement libre c'est demain l'école unique, mais c'est ensuite le journal unique puis le syndicat unique et le parti unique, c'est à dire la dictature.

Les fanatiques de l'école publique poursuivent un objectif bien précis : en fabriquant des petits socialistes et des petits bolcheviks dès l'école maternelle, ils préparent de bons électeurs de gauche pour l'avenir.

Dans le 6ème arrondissement les écoles privées ont un rôle très important et plusieurs ont une grande notoriété : l'école Alsacienne, le collège Stanislas et l'école St Sulpice (la plus ancienne école de Paris); les élèves de cette dernière école sont en majorité de familles peu fortunées. Ayant entretenu des rapports suivis avec les directeurs de ces établissements quand j'étais maire-adjoint de l'arrondissement, je suis en mesure d'affirmer que la suppression des subventions aurait des conséquences très graves pour leur fonctionnement et pourrait amener la fermeture de certaines d'entre elles. Il faut dénoncer vigoureusement cette politique à l'occasion des prochaines élections.

*
* *

Je ne puis terminer ce survol des problèmes intérieurs sans mentionner celui de la sécurité, qui est le premier bien qu'un citoyen est en droit d'attendre d'un Etat digne de ce nom. En France elle est de moins en moins assurée et l'angélisme pervers du ministre de la Justice n'est certainement pas de nature à améliorer cette situation. L'opposition a un autre langage à tenir pour rassurer nos compatriotes.

Sans rejeter les mesures de prévention ou de mise au travail des condamnés à l'extérieur de la prison (méthode largement utilisée autrefois en Indochine française), il importe de réprimer sévèrement ceux qui nuisent aux autres et à plus forte raison ceux qui attendent à leur vie.

*
* *

Je veux aborder maintenant les problèmes extérieurs, qui sont à mes yeux tout à fait essentiels et puisque je préside actuellement dans la Région Parisienne le Mouvement Européen (que préside le professeur Leprince-Ringuet au plan national), permettez moi de joindre à cette lettre une documentation émanant de ce Mouvement, ainsi que de l'association atlantique, dont je fais également partie.

Je suppose, Monsieur le Président, que les Français qui n'ont pas vécu au

début de ce siècle, c'est à dire la grande majorité, ne peuvent éprouver l'amertume des hommes de mon âge qui avons connu «la France de Lyautey» et avons assisté à son déclin ou pour mieux dire à sa déchéance. Quand j'étais étudiant, dans les premières années qui ont suivi la première guerre mondiale, on nous enseignait que peu d'années avant (je crois me rappeler que c'était en 1912 ou 13) c'était la Banque de France qui avait renfloué la Banque des Etats-Unis : personne n'était stupéfait, car nous savions tous qu'à ce moment c'étaient la France et Angleterre qui dominaient le monde, ce n'étaient pas les Etats-Unis et moins encore la Russie. Et après, la première guerre mondiale, la France avait encore un grand prestige. Maintenant nous en sommes réduits à «lécher les pieds» des roitelets du pétrole pour assurer nos fins de mois. Comment une telle chute est-elle possible en une seule vie d'homme ! Certes on nous avait enseigné que ce fut autrefois le sort d'Athènes, puis de Rome. Mais nous n'avions pas imaginé que cela pourrait devenir aussi le nôtre.

Je pense donc, Monsieur le Président, que tout ce qui précède ne servira à rien, que tous les programmes de réforme intérieure sont voués à l'échec s'il n'y a pas d'abord un réveil de notre peuple.

L'Angleterre vient de nous donner l'exemple dans l'affaire des Malouines (ci-joints deux articles que j'ai écrits sur ce sujet). Il semble que le peuple anglais ait été quasi unanime à approuver la riposte à l'odieuse agression argentine. C'est tout de moins ce que j'ai entendu dire récemment à Oslo, au Congrès de l'association du Traité de l'Atlantique, par les délégués anglais y compris par les jeunes. Le petit peuple anglais (dont Madame Thatcher est issue) aurait-il gardé, plus que le nôtre, la fierté de son passé ?

Si ce réveil ne se produit pas, nous irons d'abandon en abandon vers une sorte «d'auto-finlandisation», c'est à dire vers la solution préférée de l'URSS, qui souhaite — on le comprend — nous réduire à sa merci sans avoir à faire la guerre : c'est le but de la campagne neutraliste et pacifiste qu'elle mène contre nous avec des moyens financiers considérables, campagne à laquelle nous ne ripostons pas avec une vigueur suffisante.

J'aborde ici le point crucial de cet exposé : celui de notre lâcheté à l'égard de l'URSS. Il apparaîtra certainement stupéfiant aux historiens de l'avenir qu'un groupe de peuples aussi puissant que celui formé par l'Europe occidentale et les Etats-Unis d'Amérique ait pu capituler à ce point devant le bloc

barbare et fragile de l'Union Soviétique, formé de nations soumises mais nullement consentantes.

Comment pouvons nous avoir tant d'atouts dans les mains et refuser de nous en servir ? C'est ce renoncement de l'Occident, cette sorte de complaisance à notre déclin contre quoi il faut lutter à tout prix.

Il faut remonter loin en arrière et cesser une fois pour toutes de considérer l'URSS comme «le grand allié fraternel qui nous a délivré de la tyrannie hitlérienne». Car elle n'a contribué à mettre fin à cette tyrannie que pour en établir une autre, encore pire. Et elle ne cesse de proclamer que son objectif est bien de faire de nous ses esclaves. Quand on a un ennemi qui se proclame tel, on le traite comme tel et on ne cherche pas à l'amadouer. Toute la politique dite de «détente» a été une monstrueuse duperie. Celle-ci faisait d'ailleurs suite à une autre politique, tout aussi mensongère, dite «du partage du Monde, en application des accords de Yalta». Quand on lit ces accords on n'y voit rien de tel : c'est une légende fabriquée par les Russes pour légitimer l'asservissement de la moitié de l'Europe (légende complaisamment répandue chez nous par de Gaulle, furieux de n'avoir pas été invité à Yalta).

Ce n'est pas en application des accords de Yalta, c'est au contraire en violation de ces accords que l'Union Soviétique a imposé par la force en Europe centrale et orientale des régimes à sa dévotion.

L'acceptation par l'Occident de cet asservissement a été une faute majeure qui explique tous les abandons ultérieurs et qui ne sera réparée que pas à pas, en suivant le chemin inverse.

Commençons par appuyer vigoureusement ceux qui résistent actuellement à cet asservissement. Donnons une aide massive aux résistants afghans, angolais, érythréens et autres. Dans tous ces pays nous avons sur place des «cubains» tout trouvés, qui ne demandent qu'à se battre pour chasser les Russes. Profitons en.

Suscitons d'autres révoltes ailleurs. Il ne manque pas de points faibles dans l'Empire soviétique.

Accordons notre aide économique aux peuples colonisés par l'Union Soviétique, mais aucune aide à celle-ci, car elle est suicidaire. S'il en résulte des dommages pour l'économie occidentale, ceux-ci devront être compensés par un fonds spécial à la charge des alliés, qui devront verser des indemnités aux fermiers et industriels européens et américains victimes de cette guerre économique, indispensable et préférable à l'autre.

Menons aussi une vigoureuse guerre

psychologique et politique, en commençant par dénoncer les accords d'Helsinki, qui ont été tout aussi violés que ceux de Yalta par l'URSS et qui par conséquent sont devenus sans objet.

Mais pour mener cette vigoureuse contre-offensive contre la puissance qui veut nous asservir, l'union aussi étroite que possible de l'ensemble du Monde libre est indispensable. Cela veut dire qu'il faut :

1. achever la construction d'une Europe communautaire, entreprise par Robert Schuman en 1950.
2. transformer et renforcer l'Alliance atlantique.

Sur le premier point je vous prie de trouver ci-joint une Motion adoptée par le Mouvement Européen français en conclusion de sa Convention Nationale des 9 et 10 octobre derniers.

Ce texte demande que, pour faire face aux dangers qui la menacent, l'Europe s'unisse politiquement dans de brefs délais. Cette proposition devrait être soumise solennellement aux électeurs à l'occasion des prochaines élections au Parlement Européen en 1984.

Une campagne ardemment menée sur ce thème pourrait peut être provoquer le «réveil» dont j'ai parlé plus haut : oui ou non, en Europe occidentale, acceptons nous de devenir des peuples colonisés comme les Polonais ? C'est la question qui se pose.

Il semble fort heureusement qu'un rapprochement des points de vue gaulliste et non gaulliste soit en cours sur ce point. Les premiers n'hésitent plus à parler d'une défense européenne commune, ce qui est un changement considérable d'attitude et sera des plus importants pour la cohésion de l'opposition en France.

Mais il faut agir vite. Les tendances neutralistes s'accroissent en Allemagne. Il faut donc que la France lui manifeste que jamais sa solidarité.

Vous avez certainement remarqué, Monsieur le Président, dans la brochure «L'Europe en péril» la déclaration finale de Monsieur Maurice Faure, suivant laquelle les deux choses les plus urgentes à faire actuellement sont de réaliser la bombe à neutrons et d'avancer une partie des troupes françaises jusqu'au «rideau de fer». Ainsi manifesterions nous clairement aux Allemands que le «chacun pour soi» est terminé.

Bien entendu on ne peut pas espérer qu'une Europe fédérale naisse d'un seul coup. Mais des étapes très utiles pourraient être réalisées dès maintenant, par exemple :

1. la création d'un Secrétariat permanent auprès du Conseil européen, chargé d'étudier les problèmes du point de

vue européen et de suivre l'exécution des décisions du Conseil; ce serait l'ébauche du futur gouvernement européen;

2. la suppression du droit de veto, sauf pour des cas très rares strictement définis.

Ce serait déjà un progrès important, que Monsieur Gaston Thorn a souligné à la Convention du Mouvement européen.

Mais soyons sans illusions. Même l'union très étroite de l'Europe occidentale sera insuffisante pour équilibrer l'énorme puissance militaire de l'Union Soviétique.

Le maintien et même le renforcement de l'Alliance atlantique est donc tout à fait indispensable.

Elle devrait d'ailleurs changer de nom, afin d'assurer la défense du Monde libre partout où la menace se fait sentir.

Actuellement celle-ci s'exerce tout autant en Afrique, au Moyen Orient, dans l'Océan Indien et en Asie du Sud-Est qu'en Europe et dans l'Atlantique. Le traité signé en 1949, au lendemain de l'asservissement de l'Europe centrale et orientale, doit donc être réactualisé et les Français doivent cesser de faire «bande à part», comme ils l'ont fait en sortant de l'OTAN, pour la plus grande satisfaction des Soviétiques.

Enfin les Occidentaux doivent manifester par des actes et non par des mots leur détermination à s'opposer à la politique d'agression de l'Union Soviétique.

Depuis 1945 le nombre de fois que l'Occident a accepté ce qu'il déclarait inacceptable est si élevé que nous méritons amplement les jugements sévères de Soljenitsine : notre parole est devenue sans valeur dans le Monde.

Et pourtant nous avons la capacité de changer cette situation. C'est pourquoi je garde quand même espoir. Le moindre geste aurait une grande signification. Actuellement j'en vois 2 dont la portée ne serait nullement négligeable :

1. que notre blé prenne la direction de Gdansk au lieu de prendre celle de Leningrad;
2. qu'un navire de l'Alliance atlantique soit posté en permanence dans le golfe de Thaïlande pour recueillir les fuyards du «paradis socialiste» du Vietnam et du Cambodge.

Ce navire prendrait ainsi le relais de «l'Ile de lumière» et du «Goëlo» navires des «Médecins du Monde», qui ont cessé leur activité depuis le 1er novembre, faute d'argent.

L'Occident a une tâche difficile devant lui en cette fin de siècle, mais elle est belle !

Veillez ...

Jean COVILLE

NOTES DE LECTURE

René MONORY

COMBAT POUR LE BON SENS

Albin-Michel

Cas à part dans le microcosme politique parisien, René Monory aécule son témoignage en deux parties. Les 80 premières pages sont autobiographiques.

Fils d'une mère placée dans une ferme poitevine à l'âge de 9 ans, sorti lui-même de l'école primaire supérieure de Thouars, fier de son brevet élémentaire et de ses trois instituteurs, René Monory est une sorte d'anti-énarque.

A 60 ans bientôt, il retrace son itinéraire personnel et politique peu commun. De l'écolier de Loudun, du mécanicien du garage paternel, du commerçant en automobiles et machines agricoles (gazogènes compris en 1943) jusqu'à sa brillante ascension en 1978, au titre de grand argentier, un des rares hommes politiques qui ait attaché son nom à une initiative financière (Sicav «Monory»).

Poulain de Pierre Abelin, Yvon Coudé du Foresto et Fernand Chaussebourg, il décrit son cheminement électoral précoce : Maire de Loudun, Président du Conseil Général de la Vienne, sénateur, rapporteur général du budget, ministre de l'Economie et de l'Industrie.

«Quel avenir pour la France?» : sous ce titre, le second volet du livre s'ouvre sur un rapide bilan économique et social du septennat giscardien et sur une description de la nouvelle donne mondiale. Il avance une série de propositions tendant à mettre en oeuvre une nouvelle responsabilité sociale, à promouvoir le renouveau européen. Pour restaurer l'économie, celui qu'on appelle parfois «le meilleur économiste de Loudun» définit un plan autour de «six clés du succès». Doté d'une mémoire méthodique, son cerveau est un petit ordinateur.

Sans acrimonie, ni rancœur, ni prophétisme, évitant le ton de la polémique ou du pamphlet, le maire de Loudun ne verse aucun arsenic ni vitriol dans ses 248 pages d'une tonalité générale sereine et optimiste, fondant ses propositions sur la victoire du bon sens («la chose du monde la mieux répartie» selon Descartes), le pragmatisme et le néolibéralisme.

Ce véritable bréviaire de la prospérité à retrouver est complété par trois annexes : une note sur le rôle du Sénat, trois de ses discours de portée monétaire

internationale, une note prophétique qu'il adressa le 13 mai 1981 à M. Giscard d'Estaing et révélée deux ans après.

Force tranquille et infatigable commis-voyageur de l'opposition centriste, membre du bureau politique du CDS et du Conseil National UDF, René Monory préside depuis 1981 son association «Défense-Epargne» («Mes racines plongent dans l'épargne»). Il a déjà fait cinquante réunions de ville en ville, en quinze mois. Un homme politique écouté, respecté et ... à suivre.

Georges VERPRAET

Vladimir VOLKOFF

LE MONTAGE

L'Académie Française a décerné son prix pour 1982 à M. Vladimir VOLKOFF couronnant ainsi son livre «LE MONTAGE». En dehors des qualités littéraires de cet ouvrage qui justifient pleinement cette distinction, on ne saurait sous-estimer l'originalité du sujet et la portée qu'il présente.

Ce roman retrace les avatars d'un fils d'émigré russe de 1917 qui, pour être autorisé à revoir sa terre natale, s'engage à servir pendant trente ans la propagande soviétique. Son activité est cantonnée dans l'influence littéraire et consacrée par ce biais à la «désinformation». L'objectif qui lui est fixé est essentiellement constitué par le noyautage des idéologies parfois simplistes et généreuses apparaissant a priori comme des luttes pour la défense des droits de l'homme et devenant en fait les facteurs de la déstabilisation des régimes occidentaux.

On trouve cette prise en mains dans les mouvements pacifistes : dans les campagnes contre l'industrie nucléaire et même parfois dans la défense de l'écologie. Combien qui, en toute bonne foi, se consacrent à de tels idéaux parfois utopiques mais toujours généreux, et se font, sans le savoir, les agents de la désintégration de la société libérale.

L'ouvrage de Vladimir VOLKOFF présente un certain nombre de «montages» d'opérations de ce genre à la technique parfaitement rodée dont il révèle les mécanismes. La diffusion de la «désinformation» est confiée pour en élargir l'impact à des «caisses de résonance» de différents horizons politiques, relais ignorant la plupart du temps l'incidence de leur véritable rôle.

«Le MONTAGE» est une révélation et

un cri d'alarme : une révélation pour ceux qui n'ont pas encore détecté le «manipulateur» de ces mouvements d'apparence spontanée et désintéressée; cri d'alarme aux responsables de l'information et à tous ceux susceptibles d'alerter l'opinion publique. Les organisations politiques et l'Etat lui-même ont le devoir de mettre en garde les masses contre cette technique qui n'épargne aucun moyen. La survie de notre société libérale est en jeu.

Bertrand CHAUTARD

Jean FONTENEAU

LE CONSEIL MUNICIPAL, LE MAIRE, LES ADJOINTS

Ed. Ouvrières



A la fois âme et éminence grise, Maître Jacques et Monsieur Joseph du siège de la rue de Poissy, Jean Fonteneau est maintenant l'actif maire CDS de Clamart Vice-président de

l'association des maires de France, secrétaire général du Centre National d'Etudes Municipales, directeur de la revue «Communes Modernes», il est aussi ancien sénateur UCDP des Hauts-de-Seine (1976-1977) et ancien député UDF de Clamart (1978-1981).

A ces divers titres, notre ami était particulièrement qualifié pour composer en 140 pages, ce «véritable manuel» très précis, pratique, quelque peu didactique, destiné à initier au «mode d'emploi» des institutions municipales, aussi bien les nouveaux élus locaux que tout citoyen soucieux de mieux comprendre la gestion de sa cité : les responsabilités d'une commune, le rôle du Conseiller municipal, les finances communales, les méthodes de travail du Conseil municipal, le maire, ses adjoints, le personnel communal.

Edité dans la collection «Réalisations» (Ed. ouvrières) dirigée par A. Delapierre, ce best seller municipal qui atteint son 60^{ème} mille et est périodiquement réédité, constitue le guide du parfait candidat et de l'électeur conscient au scrutin des 6 et 13 mars, bien que la dernière mise à jour n'ait pu encore tenir compte des importantes lois Defferre votées en

(suite page 10)

décembre dernier, sur le nouveau mode de scrutin, l'accroissement des effectifs des Conseils municipaux et des Adjointes, sur la réforme du statut des grandes villes (505 élus à Paris, 211 à Lyon, 297 à Marseille) et sur la nouvelle répartition de compétences.

Jean Fonteneau est également l'auteur de «Les Institutions Politiques de la France» ouvrage paru en 1977 (Ed. ouvrières), qui traite en une centaine de pages claires des deux Constitutions (IV^e et V^e), des pouvoirs Exécutif-Législatif-Judiciaire, des quatre grands corps de l'Etat, avant de conclure sur l'Etat-Nation et Démocratie.

A signaler aussi sur le thème municipal : «La Commune mise à jour» (Ed. du Moniteur) par Pierre Zemor et Hervé Hocquard; «La Commune» (Ed. Syeres) par Jean-Pierre Muret et Roger Beaunez; et surtout un ouvrage d'actualité «Les Communes et l'emploi» (Ed. ouvrières) par Roger Beaunez et Jacques Piétri qui abordent ces questions brûlantes à partir d'initiatives de villages, d'agglomérations, de bassins d'emploi, de zones rurales; «Etre Conseiller municipal» (Ed. Moniteur) par Jacques Couarieu.

Georges VERPRAET

Raymond TOURNOUX

LA FRANCE, TON CAFE FOUT LE CAMP

Le mot superbe de Madame du Barry à Louis XV sert de titre à un petit livre, dans lequel Raymond Tournoux décrit avec verve et lucidité les «changements» intervenus en France depuis mai 1981 et montre sans complaisance ni exagération, où ils nous mènent, c'est-à-dire vers une démocratie collectiviste, qui n'aura plus rien de commun avec la démocratie libérale à laquelle nous sommes habitués.

Après le «socialisme rampant» du septennat précédent, nous voyons proliférer un «socialisme envahissant», dans lequel le rôle de l'Etat grossit dans cesse aux dépens de celui des citoyens.

Nous nous dirigeons vers une société de fonctionnarisation, de syndicalisation et de bureaucratisation qui ne ressemble pas encore à celle qui sévit au centre et à l'est de l'Europe, mais qui s'en rapproche.

Il faut le savoir.

Est-ce bien cela que les Français ont voulu en mai 1981?

J.C.

COMPTE-RENDU DU SEMINAIRE DE L'UNION DES FEMMES DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

27 et 28 Novembre 1982

Un Martien débarquant dans le séminaire organisé à Cadenabbia, au bord du lac de Côme, les 27 et 28 Novembre 1982, sur le thème «le changement de l'idée et de l'organisation du travail à la lumière des nouvelles technologies» ne se serait pas trompé : il était chez les femmes démocrates-chrétiennes.

Le monde actuel en effet, est divisé en deux idéologies bien distinctes : les matérialistes (ils se réclament aujourd'hui de Karl Marx) et les spiritualistes. Parmi ces derniers, les peuples libres d'Occident se rangent sous la bannière militante de Celui qui, de Nazareth au lac de Tibériade et jusqu'au Mont des Oliviers, a prêché une doctrine d'amour et de dignité humaine et effacé l'antique malédiction du labeur. Chez les marxistes, l'homme est une unité de production économique. «A chacun selon son travail» a dit Lénine. Pour les chrétiens, l'homme est une créature de Dieu et le travail doit être pour lui un moyen de s'épanouir et non une fin en soi. Ce séminaire a mis l'accent avec insistance sur cette idée-force.

Dans l'ex-villa de Konrad Adenauer (son nom, celui de Robert Schuman et d'Alcide de Gasperi, sont un drapeau pour la Démocratie Chrétienne et l'Europe), animé par Madame Franca Falcucci, Présidente de l'UFDC (Section des Femmes du PPE), il groupait une trentaine de femmes, représentant 9 pays, dont 5 de la CEE (Allemagne Fédérale, Belgique, France, Hollande, Italie) 2 qu'on espère y voir très prochainement (Espagne et Portugal, membres de l'OTAN) et 2 dont l'adhésion se fera sans doute d'elle-même, quand l'Europe sera devenue une réalité politique : l'Autriche et la Suisse. C'est là une preuve que la Démocratie Chrétienne est bien vivante dans ces pays.

Trois rapporteurs ont présenté de remarquables interventions :

Un Italien : le Professeur Giancarlo Mazzocchi, professeur d'économie politique à l'Université catholique de Milan.

Une Française : Madame Roberte Le Dantec, membre du Bureau Confédéral de la C.F.T.C.,

Un allemand : le Dr. Dieter Wagner, Directeur des Affaires du Personnel au Département du Personnel et des Affaires Sociales à Hambourg.

Un débat animé a suivi ces exposés, qu'il est regrettable de ne pouvoir que résumer succinctement, tant la matière était riche, approfondie, passionnément défendue.

Ce qui ressort clairement, c'est que les nouvelles technologies qu'on devra appliquer dans une période de crise économique mondiale risquent de faire peur : elles seront porteuses d'accroissement du chômage et de déshumanisation du travail. Elles nécessiteront des compétences plus étendues et une impitoyable sélection.

Nous ne pouvons nous opposer aux bouleversements qu'apportera cette mutation, mais nous devons nous y adapter, la maîtriser, en permettant à l'homme, au travailleur, à quelque échelon qu'il se situe, de conserver toute sa personnalité et sa spiritualité. La machine ne doit pas le broyer, mais être à son service.

Tous les aménagements du travail ont été examinés pour résorber le chômage qui frappe surtout les femmes et les jeunes. Toutes les propositions énoncées vont dans le sens d'une grande souplesse : diminution du temps ouvrable, partage du travail, nouveau développement de l'artisanat, qui reste à l'échelle humaine, temps partiel, horaire flexible etc ... tout en tenant compte du coût de la production.

L'assistance a pris vivement conscience qu'il était indispensable de se pencher sur la formation professionnelle et l'organisation du travail.

Sur ces deux thèmes aura lieu la seconde partie du séminaire qui se situera vraisemblablement au printemps de 1983, après les élections allemandes, françaises et éventuellement italiennes et espagnoles.

Mais le temps presse et nous devons vite approfondir ce qui a été ébauché et faire grande pression sur nos gouvernements pour qu'ils nous entendent et réalisent nos idées.

*
**

Après le séminaire, nous avons appris que Franca Falcucci était nommée ministre de l'Education Nationale du gouvernement Fanfani. Sensibles à cet honneur fait aux femmes démocrates-chrétiennes, nous lui adressons nos affectueuses félicitations et nos meilleurs voeux de succès.

La Délégation Française
M. BADENES, H. CHEMEL,
J. PORCHER, J. AMBROSINI

DIX ANS DÉJÀ ...

PIERRE CORVAL (1910-1973)



Pierre Corval est mort brusquement, à 63 ans, dans l'après-midi ensoleillé, sur la plage de la Croisette, à Cannes, terrassé par une crise cardiaque, le premier jour de ses vacances, alors qu'il n'y avait que

1,50m d'eau là où il se baignait.

Né à Bordeaux le 21 décembre 1910, licencié en Lettres, Pierre Corval avait commencé en 1936 une brillante carrière parisienne dans le journalisme parlementaire à *L'Aube*, au *Progrès de Lyon*, à *Temps Présent*.

Dès 1940, replié à Lyon avec l'hebdomadaire «Compagnons», il entra dans la Résistance, secondant Georges Bidault au sein du C.N.R. Il devint alors responsable du Bureau de presse et du *Bulletin de la France combattante*, puis de l'Agence d'information et de documentation (AFID).

En qualité de rédacteur en Chef (1944-46), puis de directeur (1949-1951), il assura en pleine insurrection de Paris, la réparation d'abord clandestine de *L'Aube* sur les presses de *L'Auto*, puis la sortie au grand jour du quotidien MRP avec une jeune équipe rédactionnelle issue d'une nouvelle génération de journalistes qu'il appela à ses côtés pendant les années noires.

Entretiens, élu en 1944 conseiller municipal de Paris (MRP), Pierre Corval attacha son nom à la fermeture des maisons de tolérance. Conseiller de l'Union Française, il siégea à Versailles de 1947 à 1952.

Entré en 1954 à la RTF, il fut rédacteur en chef adjoint du journal parlé jusqu'à son éviction en 1957 par M. Gérard Jaquet, décision qui entraîna de nombreuses protestations. Il fut ensuite à Beyrouth directeur des services ORTF du Moyen-Orient, puis directeur du bureau de Rome.

Directeur du service des émissions artistiques parlées de France-culture, il est nommé en 1968 conseiller à la direction de la radiodiffusion. C'est à partir de juin 1969 qu'il accède au Mans à la direction du quotidien *Le Maine Libre*.

Non content de signer des éditoriaux éclatants pour continuer à défendre les idées de justice et de liberté pour lesquelles il se battit sous l'occupation, il publia plusieurs ouvrages consacrés aux problèmes brûlants de l'époque : «La Tchécoslovaquie devant notre conscience et devant l'histoire» (1938, en collaboration), «Le Maroc en révolution» (1951) «Contraception et sexualité».

G.V.

ROBERT BURON (1910-1973)

Décédé le 28 avril 1973, à l'âge de 63 ans, à l'hôpital parisien de la Pitié, Robert Buron est inhumé à Villainela-Juhel, localité de la Mayenne dont il fut maire et conseiller général pendant 17 ans, avant de conquérir en 1971 la mairie de Laval.

Depuis son adolescence, il souffrait d'une tuberculose de la hanche, infirmité supportée avec courage et humour qui semblait une coquetterie de sa part. La légère claudication qu'il en avait gardée allait jusqu'à constituer un élément de son charme. Comme par défi à ce handicap, il avait coutume de rouler à bicyclette dans Paris. On pouvait ainsi voir arriver cette personnalité insolite juchée sur la selle de son vélo démocratique, à des réceptions à l'Élysée ou à des réunions officielles dans les Palais Nationaux, y compris à l'Hôtel Lapérouse le jour de mai 1958 où de Gaulle le convoqua pour le nommer ministre des Transports et Travaux Publics dans son premier Cabinet.

Son énergie remarquable qu'il tentait de communiquer à son entourage, sa passion d'agir, sa capacité d'allégresse dans les pires situations, cette figure chaleureuse, souriante et anticonformiste, il les avait apprises à travers les épreuves et les expériences de la vie, en entrant, à 18 ans, en 1928, dans «le royaume des allongés» de Berck, ensuite auprès des paysans mayennais. C'est de son lit «d'allongé» qu'il prépara le diplôme de l'École des Sciences Politiques.

«Par goût de la vie» (Ed. Cerf), tel est le titre de son dernier livre (dix ouvrages au total) publié à la veille de sa mort, véritable confession sur le sens de sa vie, la signification de son combat humain et politique, témoignage sur son aptitude à vivre pleinement son existence terrestre et sur son étonnante faculté d'adaptation à tous les milieux et à toutes les circonstances.

Sous l'occupation, il milita dans les rangs de l'O.C.M. et rédigea notamment «Les Cahiers du Travaillisme Français». Docteur en droit, il se consacra de 1934 à 1944 à des organisations professionnelles (Chambre de Commerce de Paris, Chambre Syndicale de la Chocolaterie, Comité d'Organisation du Cinéma), avant de devenir à la Libération administrateur général de la R.T.F., co-directeur de l'hebdomadaire «Carrefour» et président de «Gaumont-actualités».

Parallèlement, Robert Buron se lança dans la politique dès l'automne 1944, parmi les premiers adhérents du M.R.P. naissant, où il s'imposa comme un des animateurs de son aile gauche. Réélu périodiquement député M.R.P. de la Mayenne depuis les deux Constituantes

jusqu'en 1958, il céda alors son siège à son dévoué suppléant André Davoust (en poste actuellement aux Iles Seychelles), en devenant ministre dans le cabinet de Gaulle.

Tout en gardant une âme de militant, il accomplit une carrière ministérielle de grande classe. Dix fois ministre pendant huit ans, — quatre ans sous la IV^{ème} République, quatre ans sous la V^{ème} — jusqu'à la rupture du 15 mai 1962, lorsque les quatre ministres M.R.P. du Gouvernement Pompidou se démentirent de leurs fonctions pour protester contre les conceptions anti-européenne de de Gaulle, qui avait tourné en dérision l'Europe communautaire par sa fameuse phrase sur le «Volapük».

Toujours partisan d'un travaillisme français réconciliant «ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas», son cheminement le conduisit à fonder en 1966 le groupe «Objectif 1972» qui se mua en «Objectif Socialiste», mouvement qu'il continua à diriger en coopération avec André Jeanson après avoir adhéré au P.S. au congrès d'Epinay en 1971.

Combattant du Tiers-Monde, partisan convaincu de la décolonisation, ce pèlerin infatigable de l'Afrique n'hésita pas à parcourir de 1962 à 1966, 900.000 kms à travers les pays sous-développés dont il se voulait l'ambassadeur auprès des nations industrialisées.

Il milite ou anime plusieurs organisations «mondialistes», notamment «l'Union Fédéraliste Mondiale», en même temps qu'il préside l'École nouvelle d'organisation économique et sociale, le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion des travailleurs étrangers, le Comité National de Productivité (1957-1962).

Détenu pendant quatre jours en avril 1961 en Algérie par les officiers rebelles du putsch des généraux, il restera dans la mémoire des Français comme l'un des trois négociateurs (avec L. Joxe et J. de Broglie) qui rencontrèrent les délégués du FLN d'abord secrètement dans un chalet des Rousses (Jura), puis dans un hôtel d'Evian, pour aboutir à la signature des fameux accords du 18 mars 1962.

En dépit des honneurs, des charges et des vicissitudes de la politique, Robert Buron resta fidèle tout au long de sa vie à son idéal de jeunesse. Avec discrétion et conviction, il était aussi à l'aise à une réception officielle sous les lambris dorés de la République, qu'avec les Compagnons d'Emmaüs et les Sans-Logis de l'Abbé Pierre auxquels il apporta une aide discrète et efficace, en ramassant la nuit avec sa voiture ministérielle les «couche-dehors» sur les trottoirs glacés

(suite page 3)

Jacques Maritain Philosophe Chrétien de la Démocratie

Etienne BORNE



L'année qui vient de s'achever était celle du centenaire de Maritain. L'anniversaire de sa naissance a été célébré avec éclat qui convenait par un congrès international réuni en octobre 1982 à Ottawa; et à la mi-décembre à Paris par un substantiel colloque de quatre jours tenu sous la patronage de l'UNESCO, qui ne pouvait pas ne pas se souvenir que Maritain a joué un rôle capital dans l'inspiration et la formulation de la célèbre Déclaration universelle des droits de l'homme, votée par l'ONU en 1946.

Maritain est d'abord le philosophe qui a réveillé le thomisme de son engourdissement scolastique pour lui faire affronter tous les défis du monde contemporain et qui a montré avec autorité comment une pensée chrétienne, aux prises avec les équivoques et les espoirs du temps présent, pouvait se révéler avec une audace tranquille à la fois anti-moderne et ultra-moderne. Maritain est aussi le penseur engagé qui a participé à tous les débats et conflits qui agitérent, bouleversèrent et partagèrent le monde et l'Eglise pendant plus d'un demi-siècle d'histoire : de l'affaire de «l'Action française» à la guerre civile espagnole, de la montée des fascismes et du nazisme jusqu'à la deuxième guerre mondiale, de l'avancée du communisme jusqu'au concile Vatican II. Et à chaque fois les positions courageusement prises n'allaient jamais sans les propositions justificatrices, énoncées à bonne hauteur avec la rigueur nécessaire.

L'homme qui était grand, l'itinéraire qui fut exemplaire, l'oeuvre qui est monumentale appartiennent au patrimoine intellectuel et spirituel de la France. Le pouvoir actuel, dont les tenants n'ont que le mot de culture à la bouche, s'est signalé par une étrange inattention au centenaire de Maritain. Si Maritain n'est pas toute la pensée française il en est une part, et plus reconnue au dehors que dans sa propre patrie. Il a contribué au rayonnement de la France à l'étranger notamment dans les deux Amériques. On souhaite que les oublis officiels ne

relèvent pas d'une partialité idéologique.

Les anciens du MRP ont, quant à eux, toutes les raisons de conjuguer mémoire et gratitude lorsqu'il s'agit de Maritain. Comment ne pas réunir dans une même pensée, et aujourd'hui non sans quelque émotion, Georges Bidault et Jacques Maritain, puisque c'est le président-fondateur du M.R.P., ministre des affaires étrangères dans le premier gouvernement issu de la Libération qui, rompant avec les usages diplomatiques, nomma Maritain comme ambassadeur auprès du Vatican, pour y représenter la France et la France résistante. Car durant les années noires, Maritain avait ravitaillé les combattants de l'ombre et de l'espoir en raisons lumineuses et fortes. Telles par exemple qu'elles s'exprimaient dans l'opuscule «A travers le désastre», l'un des plus beaux textes de la littérature clandestine. La décision de Georges Bidault, à la fois geste et acte, était un hommage d'un beau et juste symbolisme.

Certes Maritain n'est pas, pour les hommes que nous sommes, la seule et exclusive référence doctrinale. Beaucoup d'entre nous savent ce que leur pensée doit à un Teilhard de Chardin ou à un Maurice Blondel, à l'égard desquels Maritain, tenu par une stricte orthodoxie thomiste, a formulé des réserves discutées et discutables qu'il faut renvoyer à un débat de philosophie spéculative; car dans l'ordre de l'action et du témoignage spirituel, les convergences se sont multipliées entre trois grands penseurs chrétiens qui, chacun à sa manière, ont si admirablement accordé fidélité et ouverture. Et ce que Maritain nous a très particulièrement appris, à la jointure de la pensée et de l'action, c'est que la conviction démocratique ne peut se maintenir inébranlable dans ce monde obscur et difficile, que si, au delà d'un élan du coeur guetté par le sentimentalisme et l'utopie, elle s'enracine dans des principes et des valeurs qui sont la vérité même de l'homme.

Que Maritain ait été un philosophe chrétien de la démocratie, ne signifie pas qu'il ait brouillé le spirituel et le politique: dans ces sortes de mélanges c'est toujours le spirituel qui perd, dévoré par le politique. Soucieux de la différence des ordres, Maritain a toujours distingué le christianisme comme foi surnaturelle, dogmatique révélée et le christianisme comme ferment historique de civilisation et c'est sous ce deuxième aspect que, dit-il, la démocratie est d'origine chrétienne. L'homme comme personne, sujet de droits inaliénables, cette vérité fondatrice d'un régime de liberté, d'égalité et de fraternité, est inscrite dans

la nature même de l'homme; mais une telle vérité, refoulée, travestie, serait restée virtuelle sans l'incitation chrétienne qui annonçant le salut de chaque homme et le rachat de toute l'humanité a permis à l'homme de retrouver sa propre vérité, vite effacée ou perdue, là où sont taries ou interdites les sources spirituelles.

Sans jamais avoir fait allégeance politique, Maritain dans ses premières années avait subi l'influence de l'école maurrassienne dont l'emprise sur l'intelligenza catholique était considérable en France dans le premier quart de ce siècle. La rupture avec «l'Action française» a fait comprendre à Maritain tout ce qu'il y avait de païen dans le réalisme politique de Maurras. Et il a reconnu que sur ce point, Blondel l'avait devancé en clairvoyance. Pour s'en prendre à la démocratie, il faut, comme le font les théoriciens de l'extrême-droite, suivre l'exemple de Nietzsche et régresser en deçà du christianisme. Christianisme et démocratie n'auraient pas les mêmes ennemis, comme le montre l'expérience de ce siècle, s'il n'y avait entre ceci et cela, correspondances et consonances, à sans cesse redécouvrir et vivifier.

En ce domaine, la pensée de Maritain est allée s'élargissant et s'approfondissant. A la fin de l'entre-deux-guerres à l'époque de «Religion et culture» et d'«Humanisme intégral», il rêvait de réconcilier à hauteur d'une sagesse supérieure la vision de Joseph de Maistre et celle de Lamennais. Tenant par dessus tout à sa liberté de philosophe, Maritain a toujours voulu garder une rigoureuse distance à l'égard des partis politiques fussent-ils démocrate-chrétiens. Puis dans les dernières années sa réflexion penchait vers une lucidité amère et il se demandait si les partis politiques tels qu'ils étaient devenus avec leurs appareils, leurs idéologies closes, leur tendance à absolutiser leurs partialités politiques ne devenaient pas un danger pour la démocratie elle-même.

Mais les partis ne sont qu'un moyen au service d'un idéal qui les dépasse et cette sorte de pessimisme ne saurait faire oublier ce que fut dans les années tragiques l'intuition prophétique de Maritain : le grand combat qui traverse tout le siècle, et qui n'a pas été achevé avec la défaite de l'hitlérisme est, prévoyait-il, celui qui oppose la démocratie et le totalitarisme. Et il n'y a d'avenir pour l'homme que du côté de la démocratie. Nul n'a oeuvré mieux que Maritain pour fortifier cette conviction avec les raisons de la foi et les raisons de la raison.